

IX. — *Associations.*

Société. Objet et caractère non lucratifs. Requalification de la société en association. Recevabilité de la demande en justice. Paris, 6 juillet 1982, note Robert PLAISANT 102

Association. Discipline. Sanction. Recours. Contrôle de la faute alléguée. Nécessité. Personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public. Acte relatif à la gestion interne de l'association (non). Membre de droit. Classement unilatérale dans une autre catégorie. Conditions. Cass. com., 28 octobre 1981 et 26 janvier 1982, note Robert PLAISANT 104

Association. Pouvoir disciplinaire. Membre. Exclusion. Motif grave justifiant la sanction. Respect des droits de la défense. Paris, 1^{re} Ch. A, 12 juillet 1982, note Gérard SOUSI 109

X. — *Procédures collectives des faillites.*

Cessation des paiements. Faillite « commune » à trois sociétés constitutives d'un groupe. Liquidation des biens. Salariés. Tierce opposition. Possibilité de redressement des trois sociétés. Jugement prononçant le règlement judiciaire, sous une masse commune, des trois sociétés en cause. Trib. com. Paris, 11^e ch., 4 octobre 1982, note Michel JEANTIN 115

Faillite personnelle et autres sanctions. Condamnation pour délit assimilé à la banqueroute. Faillite personnelle de plein droit. Sanction distincte décidée par le juge commercial. Objet différent. Maintien. Paris, 3^e ch. B, 1^{er} octobre 1982, note Adrienne HONORAT .. 121

Faillite. Extension. Confusion des patrimoines. Jugements distincts. Appel. Intervention d'un créancier pour faire prononcer la liquidation des biens commune. Recevabilité. Cass. com., 11 octobre 1982, note Adrienne HONORAT 125

XI. — *Filiales étrangères de société française nationalisée.*

Association d'actionnaires. Requête tendant à la mise sous séquestre de la participation financière dans une filiale belge d'une société française nationalisée. Nationalisation compatible avec l'ordre public belge. Loi de nationalisation. Effet territorial. Suspension du droit de vote des actions mises sous séquestre. Mesure conservatoire. Trib. com. Namur (réf.), 12 août 1982, note J. G. 128

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

Droit européen : directive (6 ^e du 17 déc. 1982 concernant les scissions de sociétés anonymes, JOCE, 31 déc. 1982)	137
Lois	137
Décrets	182
Arrêtés	190
Avis, circulaires, instructions et notes	193

IV. — RÉPONSE DE LA COMMISSION CEE ET RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES :

Réponse au nom de la Commission CEE	195
Réponses des ministres aux questions écrites	196
Sociétés commerciales : assemblées générales	196
Sociétés par actions : droit de communication	197
Cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail	198
Déclaration notariée de souscription (suppression)	200
Commissariat aux comptes (projet de loi)	201
Cession de droits sociaux	202
Cession de fonds de commerce	203
Intéressement et participation	205
Droit comptable (proposition de 4 ^e directive)	208
Droit de la Sécurité sociale (SARL, option)	209
Impôts sur les sociétés (siège hors de France)	210
Taxe sur certains frais généraux	211
Sociétés coopératives à capital variable	213
Groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC	213
Groupements fonciers agricoles, GFA	214
Associations	215
Groupements d'intérêt économique (acte rédigé hors de France)	217
Créances sur l'Etat	217
Impôt sur les grandes fortunes (sociétés holding)	218
Procédures collectives des faillites (projet de réforme)	220

III. — *Sociétés anonymes.*

- Assemblées générales. Pouvoirs. Article L. 157. Nomination d'administrateurs. Fixation des pouvoirs du président. Conseil d'administration. Article L. 98, Cass. com. 18 mai 1982, note Jean-Louis SIBON 71

IV. — *Comptes courants d'associés.*

- Demande de remboursement de son compte courant par un actionnaire. « Apports » en compte courant proportionnels aux fractions de capital respectivement détenues. Rejet de la demande par la Cour d'appel, cassation de l'arrêt d'appel, Aix-en-Provence, 8^e ch., 14 novembre 1980 et Cass. com., 15 juillet 1982, note Jean-Pierre SORTAIS 75

V. — *Cautionnement.*

- Dirigeant de société s'étant porté caution solidaire au profit de la banque de la société pour « toutes les sommes que celle-ci pourra lui devoir pour quelque cause que ce soit ». Décès de la caution. Transmission de l'engagement aux héritiers ; limitation aux dettes nées antérieurement. Cass. com., 29 juin 1982, note Michel CABRILLAC 86

VI. — *Sociétés de fait.*

- Société de fait. Éléments constitutifs. Union libre. Intention de s'associer. Faillite. Déclaration. Règlement judiciaire ou liquidation des biens communs. Conjoint du débiteur. Cass. com., 9 novembre et 16 novembre 1981, note Yves CHARTIER 91

VII. — *Groupes de sociétés.*

- Contre une société dominante, recours d'un créancier ayant traité avec une sous-filiale. Recours rejeté. Indépendance juridique de la société dominante et de la société dominée. Activités et intérêts distincts. Cass. com., 4 janvier 1982, note Jean-Jacques BURST ... 95

VIII. — *Droit fiscal des sociétés.*

- Cessation d'activité. Société de fait. Dissolution. Éléments d'actif repris par un associé. Régularisation de la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, Cons. Etat, 14 avril 1982, note René BLANCHER 99

TABLE DES MATIÈRES

<i>Le centenaire de la Revue des Sociétés</i>	1
---	---

I. — DOCTRINE :

Les conjoints associés, par Jacques BARDOUL	5
Concentration et institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, par Gérard LYON-CAEN	20
Le groupement foncier agricole, GFA, demeurera-t-il une formule d'organisation de la propriété rurale ?, par Jacques PRÉVAULT	31

II. — JURISPRUDENCE :

I. — Sociétés civiles.

Société civile (régime de la loi n° 78-9 du 4 janvier 1978). Causes de nullité des assemblées générales extraordinaires. Liquidation. Opération de partage. Attribution de certains biens à certains associés (art. 1844-9, al. 3, c. civ.), Trib. gr. instance de Draguignan, 25 novembre 1981, note Bernard BOULOC	51
--	----

Société civile immobilière. Parts sociales. Cession à la société. Acceptation par l'unique associé gérant. Dissolution de plein droit de la société, Cass. civ. 3 ^e , 14 avril 1982, note J. H.	63
---	----

II. — Sociétés à responsabilité limitée.

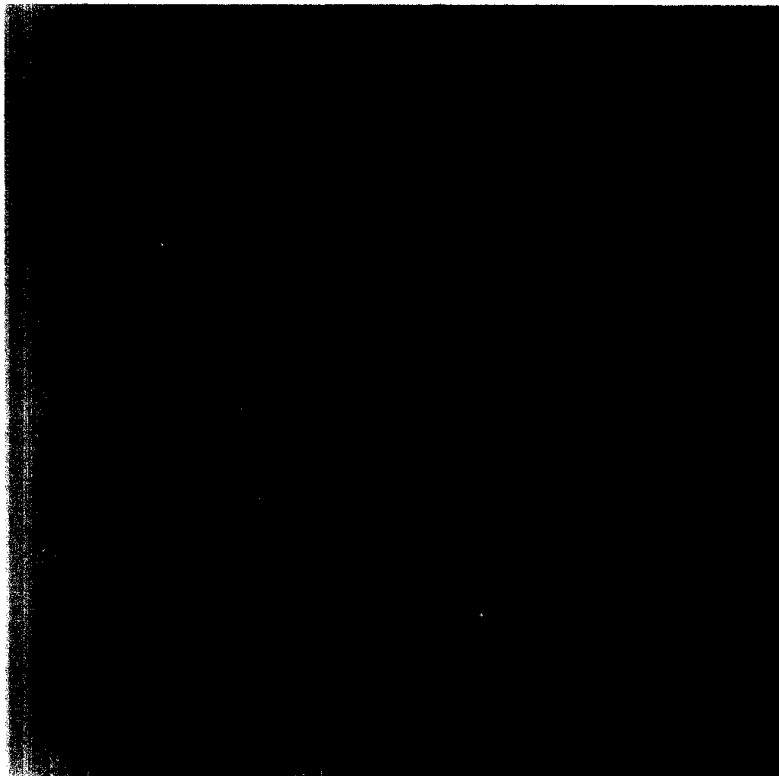
SARL. Parts sociales. Cession à un tiers. Refus d'agrément. Acquisition par la société. Prix-Expert. Délai de trois mois. Expiration avant le dépôt du rapport. Agrément réputé donné, Cass. com., 29 novembre 1982, note Jean-Jacques DAIGRE	68
---	----

101^e année

N° 1 — Janvier-Mars 1983

MEMORIECA
SALA
ESTANTE 84
TARLA

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages	223
Articles et notes de jurisprudence	231
Mises à jour, monographies et ouvrages (reçus)	245

VI. — INFORMATIONS :

Commission des opérations de bourse : sommaire du Bulletin mensuel	247
Prix de thèse et de mémoire de la Compagnie des agents de change	248
Elections de Bureaux de Compagnies	248
Tribunal de commerce de Paris : audience solennelle d'installation (7 janv. 1983)	250
Association des Juristes d'affaires : assemblée annuelle (28 janv. 1983)	250
La direction des sociétés anonymes : étude comparative sur le statut et le rôle des dirigeants : colloque international au Conservatoire national des Arts et Métiers (10 et 11 mars 1983)	250
Journées d'études des 20 et 21 avril 1983 organisées par l'Office de formation et de documentation internationales : droit des sociétés, les nouvelles législations	251
Colloque international des 5, 6 et 7 mai 1983 organisées à Bruxelles par la Fondation internationale pour l'enseignement du droit des affaires : le règlement des différends commerciaux	251
Colloque international des 24 et 25 juin 1983 organisé à Paris par le Centre d'études juridiques, économiques et politiques : la coopération internationale d'entreprises à l'épreuve du droit et des faits	252
